



Conseil du développement industriel
Quarante et unième session
Vienne, 24-27 juin 2013
Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire
Situation financière de l'ONUDI

Comité des programmes et des budgets
Vingt-neuvième session
Vienne, 22-24 mai 2013
Point 4 de l'ordre du jour provisoire
Situation financière de l'ONUDI

Situation financière de l'ONUDI

Rapport du Directeur général

Le présent document rend compte de la situation financière de l'ONUDI au 31 mars 2013.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général	1	2
II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2012-2013	2-9	2
III. Contributions	10-11	3
IV. Droit de vote	12-13	4
V. Plans de paiement pluriannuels	14	5
VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres	15	5
VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget	16	6
VIII. Mesures à prendre par le Comité	17	6
Annexe		
État des contributions au budget ordinaire		7



I. Aperçu général

1. La situation financière au 31 mars 2013 peut, dans ses grandes lignes, se résumer comme suit:

a) Les dépenses nettes engagées au titre du budget ordinaire pour la première année de l'exercice biennal 2012-2013 se montent à 66,4 millions d'euros en 2012, soit 87,8 % du montant brut des prévisions de dépenses approuvées pour 2012. Au 31 mars 2013, un montant de 83,7 millions d'euros, soit 58,4 % des crédits ouverts pour la période biennale, avait été engagé;

b) Les dépenses engagées au titre du budget opérationnel se montaient à 16,4 millions d'euros pour la période considérée;

c) Les dépenses engagées au titre de la gestion des bâtiments se montaient à 35 millions d'euros, conformément au plan de travail en vigueur;

d) Le taux de recouvrement des contributions pour 2013 au 31 mars se situait à 38 %, contre 39 % en 2012 et 26,4 % en 2011;

e) Le taux de recouvrement des arriérés de contribution des années antérieures par rapport aux contributions de l'année en cours était de 48,2 %, contre 14,2 % au 31 mars 2012 et 1 % au 31 mars 2011;

f) Le montant des contributions non acquittées se chiffrait à 138,9 millions d'euros, comme le montre l'annexe au présent document (dont 69,1 millions d'euros dus par les États-Unis d'Amérique et 2,1 millions d'euros par l'ex-Yougoslavie), contre 146,1 millions d'euros au 31 mars 2012 et 170,1 millions d'euros au 31 mars 2011;

g) Le solde du Fonds de roulement s'établissait à 7 423 030 euros mais, au 31 mars 2013, un montant de 5 240 euros n'y avait pas encore été versé;

h) Des informations sur l'état des contributions et l'exercice du droit de vote, actualisées au 31 mai 2013, seront présentées dans un document de séance.

II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2012-2013

A. Budget ordinaire

2. Des crédits d'un montant de 72,7 millions d'euros ont été alloués pour 2012. Au 31 décembre 2012, les dépenses au titre du budget ordinaire se chiffraient à 66,4 millions d'euros, soit 87,8 % du montant net des prévisions de dépenses approuvées pour 2012. La première année de l'exercice biennal précédent (2010), un taux d'exécution de 92,1 % avait été enregistré.

3. Au début de la deuxième année de l'exercice biennal, des crédits d'un montant de 74,2 millions d'euros ont été alloués. Ce montant représente un seuil initial de crédits par ligne budgétaire et/ou principal objet de dépense pour faciliter un financement suffisant en début de deuxième année et garantir la bonne exécution des activités prévues dans chaque catégorie budgétaire.

4. Au 31 mars 2013, les dépenses engagées s'établissaient à 83,7 millions d'euros, soit 58,4 % du budget brut de l'exercice biennal. Ces chiffres sont comparables à ceux de l'exercice biennal précédent puisque, au 31 mars 2011, les dépenses engagées s'élevaient à 93,3 millions d'euros, soit 57,6 % du montant brut du budget.

B. Budget opérationnel

5. Des crédits d'un montant de 12,8 millions d'euros ont été alloués au début de 2012, soit 100 % des montants prévus dans le programme et les budgets approuvés pour toutes les catégories budgétaires autres que les dépenses de personnel, les crédits alloués ayant été calculés sur la base du nombre de fonctionnaires en poste au début de l'exercice biennal en cours. En 2012, des crédits supplémentaires d'un montant de 1,89 million d'euros ont été alloués, dont la majeure partie a été consacrée aux projets du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

6. Un montant supplémentaire de 13,7 millions d'euros a été alloué au début de 2013.

7. Au 31 mars 2013, les dépenses imputées sur le budget opérationnel s'établissaient à 16,4 millions d'euros. Au cours de l'exercice biennal précédent, ces dépenses se montaient à 12 millions d'euros au 31 mars 2011.

C. Gestion des bâtiments

8. Un montant initial de 30,2 millions d'euros a été alloué en 2012, ainsi qu'un montant supplémentaire de 20,4 millions en 2013. Le budget du Service des bâtiments est exécuté conformément au programme de travail en vigueur.

9. Au 31 mars 2013, les dépenses engagées s'élevaient à 35,0 millions d'euros, contre 32,6 millions d'euros au cours de la même période du précédent exercice biennal, soit un taux d'utilisation de 56,9 % du montant brut des prévisions de dépenses approuvées pour la gestion des bâtiments.

III. Contributions

A. Recouvrement

10. Au total, 35 États Membres, dont 2 font partie des pays les moins avancés (PMA), ont acquitté l'intégralité de leurs contributions et 52 États Membres, dont 13 PMA, ont soit effectué des versements partiels, soit vu leur contribution pour 2013 réduite au titre du reversement des soldes inutilisés. Les contributions recouvrées au cours de la période allant de janvier à mars 2013, ventilées par liste d'États, sont récapitulées au tableau 1.

Tableau 1
Recouvrement des contributions, janvier-mars 2013
(En millions d'euros)

Liste d'États *	Année en cours	Années antérieures	Total
A	5,20	1,08	6,28
B	19,49	3,50	22,99
C	0,36	2,70	3,06
D	4,02	0,51	4,53
Autres	0,00	0,00	0,00
États-Unis d'Amérique	0,00	0,00	0,00
Ex-Yougoslavie	0,00	0,00	0,00
Total	29,07	7,79	36,86

* Voir document GC.14/16/Rev.1.

B. Contributions non acquittées

11. L'état détaillé des contributions non acquittées au 31 mars 2013 est récapitulé à l'annexe du présent document. Le tableau 2 présente les quotes-parts et les contributions non acquittées à cette date, ventilées par liste d'États.

Tableau 2
Quotes-parts et contributions non acquittées au 31 mars 2013

Liste d'États *	Quotes-parts (%)	Millions d'euros		
		Année en cours	Années antérieures	Total
A	16,107	7,14	3,42	10,56
B	69,611	33,84	1,00	34,84
C	8,277	5,98	11,33	17,31
D	5,866	0,48	4,22	4,70
Autres	0,040	0,03	0,27	0,30
Total partiel	99,901	47,47	20,24	67,71
États-Unis d'Amérique		0,00	69,07	69,07
Ex-Yougoslavie		0,00	2,08	2,08
Total	99,901	47,47	91,39	138,86

* Voir document GC.14/16/Rev.1.

IV. Droit de vote

12. Comme indiqué à l'annexe du présent document, 37 États Membres étaient suspendus de l'exercice du droit de vote au 31 mars 2013, conformément à l'Article 5.2 de l'Acte constitutif et à l'alinéa b) de l'article 5.5 du Règlement financier, soit 2 de moins qu'à la même période l'année précédente. La situation concernant l'exercice du droit de vote dans les différents organes directeurs est présentée au tableau 3.

Tableau 3
Suspension de l'exercice du droit de vote au 31 mars 2013

Organe	Nombre d'États Membres		
	2013	2012	2011
Conférence générale	37	39	39
Conseil du développement industriel	2	4	6
Comité des programmes et des budgets	1	2	3

13. Afin de recouvrer leur droit de vote pour le reste de l'année 2013, ces États Membres doivent verser l'intégralité de leurs contributions pour 2010 et les années antérieures, y compris les avances au Fonds de roulement, et effectuer des versements partiels pour 2011, soit un montant total minimum de 6 477 520 euros.

V. Plans de paiement pluriannuels

14. Le tableau 4 récapitule l'état actuel de l'exécution des plans de paiement que les États Membres ont conclus en vue du règlement de leurs arriérés de contributions. Le Secrétariat note avec satisfaction et reconnaît les efforts considérables qu'ont déployés tous les États Membres qui ont respecté leurs engagements et obligations énoncés dans leur plan de paiement. Les autres États Membres ayant des arriérés de contributions sont encouragés à envisager de présenter des plans de paiement afin de les réduire progressivement.

Tableau 4
État des plans de paiement au 31 mars 2013
(Montants en euros)

États Membres	Montant total des arriérés faisant l'objet du plan*	Montant restant à acquitter au 31/3/2013	Montants reçus ou dus en 2013	Durée (années)	Date de la tranche due en 2013 (mois)	Tranche due	Versement effectué en 2013
Bésil	25 577 384	11 488 774	6 564 047	5	juin	Quatrième	Programmé
Costa Rica	280 742	292 720	96 201	10	mars	Deuxième/ troisième	Programmé
République de Moldova	878 231	353 415	90 174	10	juin	Septième	Programmé
Ukraine	1 949 104	1 169 462	488 705	5	avril	Deuxième	Reçu en mars
Total	28 685 461	13 304 371	7 239 127				

* Montant total des arriérés au moment de la signature du plan.

VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres

15. Le montant des arriérés dus à l'Organisation s'élevait à 69 068 887 euros pour les États-Unis d'Amérique (pour la période 1994-1996) et à 2 081 599 euros pour l'ex-Yougoslavie (pour la période 1990-2001). Le Secrétariat s'efforce d'obtenir le versement de ces arriérés.

VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget

16. Des renseignements sur les soldes inutilisés des crédits ouverts ont été communiqués dans le document IDB.41/12-PBC.29/12.

VIII. Mesures à prendre par le Comité

17. Le Comité pourrait envisager de recommander au Conseil d'adopter le projet de décision suivant:

“ Le Conseil du développement industriel:

a) Prend note des informations figurant dans le document IDB.41/4-PBC.29/4;

b) Prie instamment les États Membres et anciens États Membres qui n'ont pas encore réglé leurs contributions, y compris pour ce qui est des avances au Fonds de roulement et des arriérés d'années antérieures, de le faire sans retard;

c) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts, ainsi que ses contacts avec les États Membres et les anciens États Membres, afin d'assurer le recouvrement des arriérés;

d) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts pour faire en sorte que les États Membres actuels maintiennent leur appui à l'Organisation.”

Annexe

État des contributions au budget ordinaire
(En euros)

Au 31 mars 2013

États Membres	Contributions non acquittées	Avances non versées au Fonds de roulement pour 2013	Montant total dû	Années	Droit de vote ^a	Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote
Afghanistan	4 193	0	4 193	2013P	Oui	0
Afrique du Sud	0	0	0	-	Oui	0
Albanie	18 453	0	18 453	2012P	Oui	0
Algérie	0	0	0	-	Oui	0
Allemagne	4 108 244	0	4 108 244	2013P	Oui	0
Angola	6 955	0	6 955	2013P	Oui	0
Arabie saoudite	892 030	0	892 030	2013P	Oui	0
Argentine	334 812	0	334 812	2013	Oui	0
Arménie	918 880	0	918 880	1992P	Non	906 470
Autriche	0	0	0	-	Oui	0
Azerbaïdjan	0	0	0	-	Oui	0
Bahamas	32 122	0	32 122	2012P	Oui	0
Bahreïn	0	0	0	-	Oui	0
Bangladesh	11 190	0	11 190	2012P	Oui	0
Barbade	13 377	0	13 377	2012P	Oui	0
Bélarus	0	0	0	-	Oui	0
Belgique	1 119 029	0	1 119 029	2013P	Oui	0
Belize	498	0	498	2013P	Oui	0
Bénin	6 748	0	6 748	2012P	Oui	0
Bhoutan	346	0	346	2013P	Oui	0
Bolivie (État plurinational de)	38 881	0	38 881	2008P	Non	16 030
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	-	Oui	0
Botswana	0	0	0	-	Oui	0
Brésil	11 488 774	0	11 488 774	2005P	Oui	Plan de paiement
Bulgarie	0	0	0	-	Oui	0
Burkina Faso	0	0	0	-	Oui	0
Burundi	46 780	0	46 780	1995P	Non	44 690
Cambodge	3 581	0	3 581	2013P	Oui	0
Cameroun	32 773	0	32 773	2011P	Oui	0
Cap-Vert	0	0	0	-	Oui	0
Chili	253 494	0	253 494	2013P	Oui	0
Chine	3 501 266	0	3 501 266	2013P	Oui	0
Chypre	0	0	0	-	Oui	0
Colombie	4 979	0	4 979	2013P	Oui	0
Comores	142 169	0	142 169	1986	Non	140 080
Congo	5 038	0	5 038	2012P	Oui	0
Costa Rica	292 720	0	292 720	2006P	Non	182 500

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2013</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Côte d'Ivoire	9 630	0	9 630	2013P	Oui	0
Croatie	194 914	0	194 914	2012P	Oui	0
Cuba	78 833	0	78 833	2013P	Oui	0
Danemark	0	0	0	-	Oui	0
Djibouti	79 686	0	79 686	1993P	Non	77 600
Dominique	6 323	0	6 323	2005P	Non	4 230
Égypte	0	0	0	-	Oui	0
El Salvador	388 984	1 734	390 718	1988	Non	328 100
Émirats arabes unis	428 062	0	428 062	2013P	Oui	0
Équateur	41 250	0	41 250	2013P	Oui	0
Érythrée	366	0	366	2013P	Oui	0
Espagne	3 385 773	0	3 385 773	2013P	Oui	0
Éthiopie	15 880	0	15 880	2011P	Oui	0
Ex-République yougoslave de Macédoine	29 267	0	29 267	2009P	Non	7 880
Fédération de Russie	0	0	0	-	Oui	0
Fidji	9 819	0	9 819	2011P	Oui	0
Finlande	659 663	0	659 663	2013	Oui	0
France	0	0	0	-	Oui	0
Gabon	51 490	0	51 490	2009P	Non	13 850
Gambie	65 973	0	65 973	1994P	Non	63 900
Géorgie	1 624 731	309	1 625 040	1992P	Non	1 608 740
Ghana	10 819	0	10 819	2012P	Oui	0
Grèce	1 470 526	0	1 470 526	2012P	Oui	0
Grenade	50 930	0	50 930	1995P	Non	48 840
Guatemala	13 835	0	13 835	2013P	Oui	0
Guinée	5 028	0	5 028	2011P	Oui	0
Guinée-Bissau	124 300	0	124 300	1988P	Non	122 210
Guinée équatoriale	15 953	0	15 953	2011P	Oui	0
Guyana	475	0	475	2013P	Oui	0
Haïti	5 825	0	5 825	2012P	Oui	0
Honduras	19 445	0	19 445	2011P	Oui	0
Hongrie	18 985	0	18 985	2013P	Oui	0
Inde	0	0	0	-	Oui	0
Indonésie	255 086	0	255 086	2013P	Oui	0
Iran (République islamique d')	593 891	0	593 891	2011P	Oui	0
Iraq	11 190	0	11 190	2013P	Oui	0
Irlande	0	0	0	-	Oui	0
Israël	0	0	0	-	Oui	0
Italie	5 214 506	0	5 214 506	2013P	Oui	0
Jamaïque	27 628	0	27 628	2011P	Oui	0
Japon	14 609 134	0	14 609 134	2013P	Oui	0
Jordanie	14 990	0	14 990	2013P	Oui	0
Kazakhstan	84 202	0	84 202	2013P	Oui	0
Kenya	12 003	0	12 003	2013P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2013</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Kirghizistan	381 053	0	381 053	1993P	Non	378 960
Koweït	287 018	0	287 018	2013P	Oui	0
Lesotho	520	0	520	2013P	Oui	0
Liban	36 133	0	36 133	2013P	Oui	0
Libéria	109 719	0	109 719	1990P	Non	107 630
Libye	308 090	0	308 090	2011P	Oui	0
Luxembourg	0	0	0	-	Oui	0
Madagascar	3 221	0	3 221	2013P	Oui	0
Malaisie	269 113	0	269 113	2013P	Oui	0
Malawi	243	0	243	2013P	Oui	0
Maldives	2 157	0	2 157	2011P	Oui	0
Mali	7 735	0	7 735	2011P	Oui	0
Malte	18 116	0	18 116	2013P	Oui	0
Maroc	112 072	0	112 072	2012P	Oui	0
Maurice	0	0	0	-	Oui	0
Mauritanie	84 299	0	84 299	1992P	Non	82 210
Mexique	2 619 165	0	2 619 165	2013P	Oui	0
Monaco	0	0	0	-	Oui	0
Mongolie	3 345	0	3 345	2012P	Oui	0
Monténégro	8 760	195	8 955	2012P	Oui	0
Mozambique	3 680	0	3 680	2013P	Oui	0
Myanmar	3 374	0	3 374	2013P	Oui	0
Namibie	14 727	0	14 727	2012P	Oui	0
Népal	16 960	0	16 960	2010P	Non	750
Nicaragua	0	0	0	-	Oui	0
Niger	106 589	128	106 717	1991P	Non	101 840
Nigéria	83 326	0	83 326	2013P	Oui	0
Norvège	1 015 928	0	1 015 928	2013	Oui	0
Nouvelle-Zélande	317 956	0	317 956	2013	Oui	0
Oman	0	0	0	-	Oui	0
Ouganda	10 702	0	10 702	2012P	Oui	0
Ouzbékistan	490 794	0	490 794	1997P	Non	461 890
Pakistan	159 011	0	159 011	2012P	Oui	0
Panama	22 535	0	22 535	2013P	Oui	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	34 059	0	34 059	2003P	Non	27 480
Paraguay	6 099	0	6 099	2013P	Oui	0
Pays-Bas	0	0	0	-	Oui	0
Pérou	92 735	0	92 735	2013P	Oui	0
Philippines	0	0	0	-	Oui	0
Pologne	0	0	0	-	Oui	0
Portugal	931 783	0	931 783	2012P	Oui	0
Qatar	277 762	0	277 762	2012P	Oui	0
République arabe syrienne	49 269	0	49 269	2012P	Oui	0
République centrafricaine	118 990	0	118 990	1989	Non	116 900
République de Corée	0	0	0	-	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2013</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
République de Moldova	353 415	0	353 415	1995P	Oui	Plan de paiement
République démocratique du Congo	155 710	40	155 750	1989P	Non	145 470
République démocratique populaire lao	362	0	362	2013P	Oui	0
République dominicaine	649 040	0	649 040	1987	Non	529 910
République populaire démocratique de Corée	6 984	0	6 984	2013P	Oui	0
République tchèque	0	0	0	-	Oui	0
République-Unie de Tanzanie	12 208	0	12 208	2012P	Oui	0
Roumanie	363 486	0	363 486	2012P	Oui	0
Rwanda	1 075	0	1 075	2012P	Oui	0
Sainte-Lucie	2 390	0	2 390	2010P	Non	300
Saint-Kitts-et-Nevis	3 530	0	3 530	2009P	Non	1 440
Saint-Vincent-et-les Grenadines	118 460	0	118 460	1989P	Non	116 550
Samoa	766	0	766	2013	Oui	0
Sao Tomé-et-Principe	142 169	0	142 169	1986	Non	140 080
Sénégal	14 321	0	14 321	2011P	Oui	0
Serbie	0	0	0	-	Oui	0
Seychelles	6 305	0	6 305	2011P	Oui	0
Sierra Leone	138	0	138	2013P	Oui	0
Slovaquie	0	0	0	-	Oui	0
Slovénie	0	0	0	-	Oui	0
Somalie	142 168	0	142 168	1986	Non	140 080
Soudan	34 309	0	34 309	2009P	Non	12 030
Sri Lanka	0	0	0	-	Oui	0
Suède	0	0	0	-	Oui	0
Suisse	1 317 795	0	1 317 795	2013	Oui	0
Suriname	3 591	0	3 591	2013P	Oui	0
Swaziland	10 253	0	10 253	2010P	Non	760
Tadjikistan	108 882	0	108 882	1996P	Non	103 870
Tchad	105 024	128	105 152	1991	Non	100 140
Thaïlande	213 992	0	213 992	2013	Oui	0
Timor-Leste	573	0	573	2013P	Oui	0
Togo	13 200	0	13 200	1999P	Non	11 110
Tonga	360	0	360	2013P	Oui	0
Trinité-et-Tobago	48 854	0	48 854	2013P	Oui	0
Tunisie	25 516	0	25 516	2013P	Oui	0
Turkménistan	307 653	2 639	310 292	1995	Non	245 630
Turquie	668 957	0	668 957	2013P	Oui	0
Tuvalu	1 460	67	1 527	2012P	Oui	0
Ukraine	1 169 462	0	1 169 462	1999P	Oui	Plan de paiement
Uruguay	53 512	0	53 512	2012P	Oui	0
Vanuatu	85 856	0	85 856	1992P	Non	83 770
Venezuela (République bolivarienne du)	592 992	0	592 992	2012P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2013</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Viet Nam	36 212	0	36 212	2013P	Oui	0
Yémen	25 873	0	25 873	2010P	Non	3 600
Zambie	0	0	0	-	Oui	0
Zimbabwe	3 312	0	3 312	2013P	Oui	0
Total partiel:	67 713 928	5 240	67 719 168			6 477 520
Ex-Yougoslavie ^b	2 081 599		2 081 599	1990(P)-2001		
État non membre:						
États-Unis d'Amérique ^c	69 068 887		69 068 887	1994(P)-1996		
TOTAL	138 864 414	5 240	138 869 654			6 477 520

Notes:

(P) Versement partiel.

^a Conformément au paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif de l'ONUDI, le droit de vote de 37 États Membres a été suspendu.

^b Contribution sur le point d'être réglée (résolution 63/249 de l'Assemblée générale).

^c État Membre de l'Organisation jusqu'au 31 décembre 1996.